

EDITORIAL



Par **Odette Herviaux**
Directrice de campagne et Sénatrice
Vice-Présidente à la Région Bretagne
Secrétaire fédérale

L'esprit de conquête

Les 14 et 21 mars prochains, les Français seront appelés à élire leurs conseillers régionaux. Il s'agira du dernier combat électoral d'envergure nationale avant les élections présidentielle et législatives de 2012. Le Parti socialiste et la Gauche l'aborderont en position de force : ils disposent de la majorité dans 20 des 22 régions métropolitaines. Selon certains, ils seraient par conséquent les plus vulnérables, d'autant que la Droite s'apprête à transformer la moindre région remportée en justification de son entreprise de démolition sociale et démocratique.

La réforme des collectivités locales, qui s'est engagée au Sénat, en symbolise le non-sens. Il n'est qu'à observer l'ordre dans lequel les textes sont discutés : moyens financiers, date des élections (2014), organisation générale, modes de scrutin et, d'ici un an, définition des compétences (!)... Priver la région de moyens financiers, de véritable gouvernance et de toute possibilité d'être une collectivité stratège : voilà le seul but de cette réforme. L'acharnement idéologique et le calcul électoraliste demeurent désormais les seules recherches de cap d'un président déboussolé, perdu qu'il est entre des promesses tenues aux résultats calamiteux, des engagements devenus caducs avec la crise et des louanges répétées de façon approximative par un gouvernement usé. Afin de conjurer la fébrilité qui la gagne un peu plus chaque jour, la majorité présidentielle a même organisé un mariage blanc entre le carpe centriste et la lapin villiériste.

Dans ce contexte, nous ne devons donc pas nous contenter de tactiques à courte vue, de stratégies conservatoires et de projets minimalistes. Au contraire, nous avons l'ardente obligation d'offrir une alternative ambitieuse à nos concitoyens et de nous préparer, avec eux, à organiser une refondation juste et durable d'un pacte républicain, décentralisateur et écologique. Pour cela, nous devons viser en mars prochain un résultat aussi bon qu'en 2004.

Pour la Bretagne, notre bilan – qui vous a été adressé par courrier et consultable sur le site de la fédération – sera précieux pour répondre aux critiques de ceux qui ne savent pas, ou ne veulent pas savoir. Nous avons par ailleurs commencé très tôt la co-construction de notre programme avec les Bretonnes et les Bretons à travers 4 forums qui ont été des moments très fructueux. Il faut maintenant rassembler le maximum de forces autour de notre tête de liste et de nos propositions qui seront présentées officiellement le samedi 30 janvier à Rennes. Chacun d'entre nous a son rôle à jouer pour aller à la rencontre de nos concitoyens afin de leur donner raisons et envie de voter. Une victoire éclatante en mars signera en effet le retour d'une Gauche conquérante et rassemblée, prête à assumer ses responsabilités en 2012.

Les socialistes bretons sur tous les fronts !

En ce début 2010, les socialistes bretons et morbihannais sont mobilisés sur tous les fronts : sur la campagne des élections régionales, bien sûr, dont les scrutins se dérouleront les 14 et 21 mars prochains, mais aussi dans les assemblées régionale et départementale, dont les sessions budgétaires se tiennent du 14 au 16 janvier pour la Région et du 19 au 21 janvier au Conseil général. La Fédération et les sections sont elles aussi mobilisées, notamment à l'occasion des traditionnelles cérémonies de vœux...



Elections régionales : assemblée générale du BREIS et lancement de la campagne

Le dimanche 17 janvier, les socialistes bretons seront réunis à Pontivy dans le cadre de l'assemblée générale du BREIS, l'union régionale du Parti socialiste. L'occasion de réunir une bonne partie des candidats bretons et de faire le point sur les grands axes du projet, le calendrier et la méthode de conduite de la campagne.

Le samedi 30 janvier sera le moment de **lancement de la campagne**, à l'occasion d'une journée de travail à la salle de la Cité à Rennes. Les têtes de liste départementales animeront des ateliers de synthèse des 4 forums régionaux qui se sont tenus à l'automne et Jean-Yves Le Drian présentera le projet qui sera proposé aux Bretonnes et aux Bretons pour le mandat à venir. La liste définitive, incluant les partenaires et les personnalités

extérieures, sera également présentée à cette occasion.

A noter que le lendemain 31 janvier sera le jour du **rassemblement annuel des secrétaires de section**, à la salle de la Mutualité à Paris.

Session budgétaire au Conseil régional

Les 14, 15 et 16 janvier, le Conseil régional de Bretagne consacre sa session au vote du budget 2010. Egalement au menu : l'accompagnement des filières énergies marines et services à la personne, l'adoption d'un éco-référentiel pour les lycées bretons, la révision des contrats de pays 2006-2012, les propositions de la Région sur la politique commune des pêches...

Session budgétaire du Conseil général des 19, 20 et 21 janvier 2010 : un petit air de fin de mandat

Le président Joseph-François Kergueris tout en disant "rien ne change, nous poursuivons le Cap", diminue les investissements et épluche toutes les politiques pour traquer la dépense. La majorité en place, mécontente dans les coulisses, reste sur son quant à

soi. En privé ou même parfois par voie de presse, les élus et personnels de la garde rapprochée du président sont peu favorables aux destinées programmées par l'Etat pour les Conseils généraux. Le discours officiel reste quant à lui lisse et modéré.

Les autres départements se battent et gagnent au Conseil d'Etat sur le manque de financement pour les politiques déléguées, en particulier celles de la protection de l'enfance et du handicap. Dans le Morbihan, on fait ce que l'Etat nous dit. Pas plus, pas moins. Mais, comme tous les autres, nous ne bouclons pas les budgets ! Ainsi, avant la réforme programmée de la fiscalité locale, une toute dernière augmentation des impôts ménages (taxe d'habitation et la taxe foncière sur le bâti) est sur les rails. Le chiffre annoncé est de 3,5% d'augmentation.

La preuve par 9, que l'Etat fait porter aux collectivités locales ses errances nationales. Ce sont les familles qui paient les pots cassés.

La campagne régionale sur internet : www.forumbretagnepourtous.net

La campagne sur Facebook :
Bretagne solidaire, créative et responsable
avec Jean Yves Le Drian

Prochainement : ouverture du site officiel de campagne

Agenda de la rentrée

Fête du Nouvel An

Samedi 23 Janvier 2010

à partir de 19h00 au Palais des Congrès de Lorient

Vœux de la Fédération - Dîner dansant - En présence de Jean-Yves Le Drian
Inscription jusqu'au lundi 18 janvier par téléphone au 02 97 84 84 55



Forum de synthèse et lancement de la campagne régionale

Samedi 30 Janvier 2010 - Salle de la Cité à Rennes

Possibilité de co-voiturage ou de bus selon les demandes - Merci de contacter la Fédération

Le Tribunal d'Instance de Pontivy en quelques chiffres

7 cantons
53 communes
90 000 justiciables
1500 dossiers de tutelles
600 affaires civiles
600 injonctions de payer
750 saisies de rémunérations
mais aussi 160 PACS, tribunal de police, baux ruraux...

Réunions des instances fédérales

Réunion du Conseil fédéral
Jeudi 28 janvier - 20h30
Palais des Arts et des Congrès
Vannes

Précédé d'une réunion
du Secréariat fédéral à 19h00
au Local PS de Vannes

Réforme territoriale : communiqué de la section de Baud-Lochiné

La section de Baud-Lochiné a tenu à réagir aux propos tenus par Gérard Lorgeoux début janvier. En effet dans ses vœux, en évoquant la réforme de la taxe professionnelle, le Député de la 3^{ème} circonscription a qualifié "ceux qui affirment que les ménages auront à subir une augmentation de la fiscalité, suite à cette réforme, sont des menteurs". Chacun se rappelle pourtant que cette annonce avait suscité plus que des réserves dans les rangs mêmes de l'UMP, notamment de Mrs Juppé et Raffarin. (...)

Par ailleurs, Mr Lorgeoux n'a pas prononcé un mot, à l'occasion de ses vœux, sur la reconversion des salariés licenciés de Doux, dont 79 ont retrouvé un emploi contre les 200 qu'il promettait... le compte n'y est pas !

Poste de collaborateur au groupe des élus d'opposition à la Communauté d'agglomération du Pays de Vannes

Poste à pourvoir : Mars 2010
Statut : contractuel de la fonction publique territoriale
Création de poste à temps plein, niveau d'étude souhaité : Master 2 ou équivalent
Basé à Vannes, il/elle sera le collaborateur/trice direct du président du Groupe et le référent des conseillers communautaires du Groupe.

Renseignements et candidature avant le 19 janvier à :

Groupe Démocratie et Solidarité
Monsieur Hervé Pellois
Mairie de Saint Avé
Place François Mitterrand
BP 20 - 56891 - Saint Avé Cedex

ACTUALITES

Fermeture du Tribunal d'Instance de Pontivy Non au désert judiciaire en Centre-Bretagne !

Le Tribunal d'Instance de Pontivy, dans le cadre de la refonte de la carte judiciaire menée à "la hussarde" par Rachida Dati en 2008, est désormais fermé depuis le 1^{er} janvier 2010. Avec la disparition d'autres tribunaux (Loudéac, Ploërmel), c'est l'ensemble du Centre Bretagne qui est condamné à devenir un désert judiciaire contraignant les justiciables, en particulier les plus démunis, à parcourir de nombreux kilomètres pour que justice leur soit rendue.

Cette nouvelle attaque contre un service public va, une fois de plus, frapper notre région, déjà fortement touchée par le désengagement de l'Etat (Commissariat de Police, Banque de France, DDE, Poste en zone rurale...) La municipalité de Pontivy a, dans un premier temps, déposé un recours au Conseil d'Etat afin de contester cette décision de fermeture.

Or, sans attendre toute décision au fond, le Tribunal d'Instance est transféré à Lorient depuis le 4 janvier 2010 sans que, par ailleurs, tous les problèmes relatifs aux transferts des personnels qui y travaillent n'aient été réglés.

L'organisation d'audiences foraines, un espoir pour les justiciables du Centre Bretagne ?

En réponse au courrier commun du 28 mai 2009 d'Odette Herviaux, Jacqueline Chevé, Béatrice Le Marre et Jean Pierre Le Roch, Michelle Alliot-Marie précise que le "Code de l'organisation judiciaire permet, en fonction des nécessités des locales appréciées par les chefs de la cour d'appel, l'organisation d'audiences

foraines dans des communes autres que celle du siège de la juridiction".

Cette possibilité ouverte par la Garde des Sceaux redonne de l'espoir aux élus ainsi qu'aux militants socialistes de la section du pays de Pontivy qui croient fermement que seul le développement de la mobilisation permettra d'obtenir, sous une forme ou sous une autre, le maintien d'une justice de proximité en Centre Bretagne.

C'est dans ce sens que les trois autres partis de gauche, Parti Communiste, Union Démocratique Bretonne et Verts, à l'invitation du Parti Socialiste, ont appelé la population à un rassemblement les 19 décembre et 4 janvier pour demander le maintien du Tribunal d'Instance de Pontivy par l'envoi d'une carte postale illustrant le désert judiciaire du Centre Bretagne à Nicolas Sarkozy.

Parallèlement à cette action, deux courriers cosignés par les 4 partis politiques et par les 4 Conseillers généraux de Gauche du ressort de la juridiction de Pontivy (Henri Le Dorze, Serge Moëlo, Pierre

Pouliquen et Christian Perron) ont été adressés à Joseph Kergueris lui demandant de surseoir à toute éventuelle sollicitation de l'Etat à occuper les locaux du Tribunal (propriété du Conseil général) avant la décision du Conseil d'Etat, suite au recours engagé par la municipalité de Pontivy.

L'annonce de la non-fermeture du Tribunal de Vitré et la réorganisation de l'arrondissement judiciaire de Vitré/Fougères vient également renforcer cet espoir que tout n'est peut-être pas figé.

Ainsi, pour renforcer cette mobilisation et en préparer d'autres, Jean Luc Le Beller, secrétaire de la section de Pontivy, au nom des 4 partis politiques, a appelé les organisations syndicales de salariés et les associations de défense des consommateurs locales à participer à une réunion visant à mettre en place un "comité de défense" élargi à toutes les forces intéressées par ce combat, le 15 janvier à 20h30 au Palais des Congrès de Pontivy.

Elisabeth Pedrono
Secrétaire fédérale - Section de Pontivy

Section de Plouay : quelle spécificité d'un projet de développement durable de Gauche ?

La section socialiste du canton de Plouay a organisé le 12 décembre 2009 à Plouay, avec l'association "Plouay pour tous", une conférence sur le thème : "Quelle est la spécificité d'un projet de développement durable de gauche, aujourd'hui". Les élus de "Plouay pour tous" travaillent depuis un an à l'élaboration d'un projet de développement durable pour la commune, consultable sur leur blog "plouaypourtous.overblog.com".

Pour animer le débat, étaient invités Serge Moëlo - conseiller général et maire de Silfiac, Claudine De Brassier, Secrétaire fédérale au Développement durable, l'Agenda 21 et l'Environnement et adjointe aux Affaires sociales de Lanester qui a invité Thomas Gerst - Ingénieur qui développe du bio gaz dans son entreprise de Cléguer (BIOGAS Nord - installations de méthanisation).

Claudine De Brassier a interpellé le public sur les points suivants :

- La conférence de Copenhague et le risque de réunir plus de 200 états qui n'ont pu s'organiser quelques semaines auparavant à Rome lors d'une rencontre mondiale pour la FAO où il n'y avait pourtant que 180 chefs d'état.

- La PAC, qui a montré ses limites, sans développer d'alternative Bio.

- Les approches nationales, avec le Grenelle de l'Environnement, une grande concertation avec des propositions pertinentes, mais qui se retrouvent vidées de leur substance

faute de budget.

- En Bretagne, depuis 2004, le Conseil régional s'est doté d'un Agenda 21, avec des positionnements clairs sur les OGM, le commerce équitable, l'aide aux ruraux, l'aide aux lycées, les engagements sur les transports durables, le ferroviaire, le soutien aux ports.

- Lanester a choisi, dans son projet de développement durable, de développer la dimension participative en recréant l'envie de l'"engagement politique" de la population. Elle nous a présenté plusieurs expériences : conseils de quartier, épicerie solidaire, atelier de mobilisation, volonté de maîtrise foncière, force d'achat de la commune, volonté de garantir la culture pour tous... Elle a également souligné le challenge de l'éducation durable.

Elle a invité Thomas Gerst, ingénieur et chef d'entreprise à Cléguer depuis 2 ans pour promouvoir la méthanisation en France des effluents agricoles et des entreprises pour les transformer en cha-

leur, en eau et en énergie. Une expérience qui a suscité un grand débat de la salle autour de la question des algues vertes.

Serge Moëlo a centré son intervention sur les valeurs de Gauche et la présentation d'outils-diagnostic opérants pour repérer les démarches de développement durable. La Bretagne ne produit que 7 à 8% de son énergie électrique : chaque décision locale a son impact dans la gestion globale. Les outils ne sont pas une fin en soi. Il s'agit d'acquiescer une culture, des savoirs, pour avoir un regard critique vers une fin élaborée :

- le baromètre du développement durable de l'"Association Cohérence"

- l'Impact 21 de l'association "Nature et Culture".

- l'éco-FAUR, redéfini par le conseil régional de Bretagne et mis en œuvre par Gérard Mével et Isabelle Thomas.

Catherine Le Pajolec
Section de Plouay
Conseillère municipale
membre de « Plouay pour tous »

Réforme territoriale : Menaces sur le monde sportif et associatif

Bruno Blanchard - Délégué fédéral au Sport, participe à ce titre aux travaux de la Commission nationale aux Sports présidée par Brigitte Bourguignon. Il nous fait part des inquiétudes qui menacent le financement des équipements, associations et clubs sportifs dans le cadre de la réforme territoriale. Un travail de sensibilisation des élus et des associations est actuellement engagé...



Trois éléments d'actualité risquent de fragiliser le financement du sport en général et celui des associations sportives en particulier.

1°) Le Président de la République avait promis de porter le budget du sport à 3 % du budget de l'Etat en 5 ans, or depuis 2007, il stagne autour de 0,2 %. Il est même en baisse de 8 % cette année. Le financement de la pratique et des équipements sportifs reposent désormais exclusivement sur les crédits du Centre national pour le développement du sport (CNDS). Celui-ci disposera de 219 millions d'€ pour 2010, dont environ 80 millions d'€ pour les équipements pour toute la France. 80 millions, soit le coût d'un gymnase et de deux piscines (!) : c'est là toute l'ambition de ce budget alors que les enjeux sont énormes (+ de 40 % de notre parc d'équipements a plus de vingt ans et est inadapté aux pratiques sportives du XXI^{ème} siècle !).

2°) Par ailleurs, depuis deux ans, la Révision générale des politiques

publiques (RGPP), sous prétexte de modernisation, a conduit à réduire le maillage territorial d'appui au sport. C'est ainsi que les directions départementales de la jeunesse et des sports ont été supprimées, que les postes mis à disposition pour le développement du sport scolaire sont remis en question, et que les moyens humains du ministère et des services déconcentrés de l'Etat diminuent chaque année (moins 122 postes pour 2010).

3°) Pour rappel : ce sont les collectivités territoriales qui assument aujourd'hui 90 % des financements publics alloués au sport, que ce soit au travers de la construction d'équipements ou des subventions aux clubs et associations. Elles y consacrent ainsi plus de 9 milliards d'euros chaque année.

Or, dans un contexte de rétrécissement général de leurs marges de manœuvres financières (suppression de la taxe professionnelle, ralentissement des concours d'Etat), les collectivités voient leurs possibilités d'intervention fragilisées par la

réforme territoriale qui prévoit la suppression de la clause de compétence générale des régions et des départements. Cette inquiétude est partagée par le mouvement sportif français.

Que veut dire la suppression de la clause de compétence générale ?

Tout simplement la fin des financements des régions et départements en direction du sport. Or les régions et départements investissent à eux seuls plus d'un milliard d'euros, soit plus de 10 fois le budget du Centre national pour le développement du sport consacré aux équipements sportifs. Si leur participation était limitée, autrement dit si la clause de compétence générale était réservée au seul bloc communal, de nombreuses communes – quelle que soit leur taille – pourraient renoncer à leurs projets d'investissements en matière sportive.

Bruno Blanchard
Délégué fédéral au Sport

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

En marche vers le renouvellement du MJS !

Le congrès national du Mouvement des jeunes socialistes étant terminé, nous sommes sur le point de clôturer notre congrès fédéral qui a entraîné un renouvellement de notre collectif fédéral.

Lors de nos deux assemblées générales de vote, Sébastien Jéhanno, Fabien Raflik, Annaïg Le Moël, Matthieu Bencivengo ainsi que Alexandre Le Bideau ont été élus au collectif fédéral. Cette nouvelle équipe liant jeunesse et expérience s'appuiera sur notre nouveau plan d'action fédéral dont voici les idées directrices.

La fédération du Morbihan se veut être une fédération au service des militants, de la famille socialiste et se doit d'être entièrement à leur disposition quand à leurs interrogations, tant sur le fonctionnement, sur l'analyse de notre société et des politiques menées par la Droite. Il nous faudra également être une force de proposition majeure dans le cadre de la rénovation qu'amorce le PS. Notre fédération veillera à offrir à tout militant les clés de lecture et les fondamen-

taux du socialisme dans une optique de formation. Car le MJS est, et doit être, l'école de la formation. Pour cela il sera mis en place des ateliers thématiques, afin d'assurer une veille de l'actualité politique, qui contribuera à introduire les débats fédéraux.



Ces ateliers pourront également être partagés avec nos partenaires : élus, associations, syndicats, membres des instances nationales... Ainsi chaque militant pourra trouver sa place

et apporter sa pierre à la réflexion du MJS. Car un militant formé est un militant efficace et crédible sur le terrain, qui doit susciter à l'extérieur l'adhésion, pour nous renforcer en effectif.

La fédération du MJS56 doit également s'efforcer de gagner la bataille des idées sur le terrain.

Si nos activités sur le terrain doivent

rester primordiales, nous devons également adopter la culture du texte, en rédigeant des articles de fond, traitant de l'actualité politique et les diffuser par nos médias disponibles. A ce sujet je vous invite à consulter notre blog : www.jeunes-socialistes56.over-blog.fr ainsi que notre page Facebook MJS56.

Enfin nos assemblées générales de votes ont également élus les délégués du Comité de coordination régionale de la fédération du MJS56 qui sont : Annaïg Le Moël, Matthieu Bencivengo, ainsi que l'Animateur fédéral en tant que membre de droit.

Ceux-ci auront la responsabilité de faire vivre le lien entre les jeunes socialistes bretons. En vue des prochaines élections régionales la tâche s'avère alléchante afin de permettre à notre équipe menée par Jean-Yves Le Drian de poursuivre son action pour la Région Bretagne.

Sébastien Jéhanno

Agenda

Voeux de la section de Lanester
Samedi 16 janvier - 19h00
Ecole Romain Rolland (place Nervido)

Voeux de la section d'Hennebont
Dimanche 17 janvier - 11h00
Local de section

Voeux du Groupe de Gauche du Conseil général
Mercredi 20 janvier - 18h30 - Vannes
Local du Groupe Gauche - Rue St Tropez

Voeux de la section de Sarzeau
Samedi 23 janvier - 17h00
Salle Kercaradec - St-Gildas-de-Rhuys

Voeux de la section d'Inzinzac-Lochrist
Dimanche 24 janvier - 11h00
à la Charpenterie

Vannes
Réunion de section
Mardi 26 janvier à 20h30
au Palais des arts de Vannes

Voeux de la section de Vannes

Le lundi 11 janvier une centaine de personnes, élus, militants et sympathisants du Parti socialiste, partenaires de la Gauche vannetaise, se sont retrouvés lors de la traditionnelle cérémonie des vœux de la section de Vannes du PS.



Thierry Normand - secrétaire de section, a adressé un message de mobilisation dans la perspective des élections régionales : "Nous devons tout faire pour remporter cette élection régionale, car malgré le bon bilan qu'est celui de Jean Yves Le Drian, l'élection n'est pas gagnée. Il nous faut livrer une campagne ambitieuse et active. J'en appelle aux militants socialistes, aux sympathisants et à nos partenaires d'aujourd'hui de rentrer en campagne avec détermination pour assurer une victoire électorale que nous n'avons pas le droit de laisser échapper". Par ailleurs, il a rappelé le soutien de la section aux candidats du Pays de Vannes Valérie Vivien et Gildas Dréan pour le PS, et Anne Camus, candidate écologiste, par ailleurs reconnue dans le milieu associatif et les réseaux de défense de l'environnement vannetais.

Nicolas Le Quintrec - chef de file de la Gauche vannetaise, a pour sa part évoqué les thèmes porteurs qu'il convient de mettre en avant durant cette campagne et notamment les liens entre entreprises et université et l'enjeu du numérique dans l'économie de la connaissance, ainsi que le projet de Parc naturel régional comme élément moteur et fédérateur sur le Pays de Vannes.



Agenda

Premier secrétaire fédéral

Samedi 16 janvier

Groix - vœux de la municipalité
Lorient - vœux de la section
Lanester - vœux de la section

Dimanche 17 janvier - Pontivy
Breis - campagne régionale

Mardi 19 janvier - Lorient

UBS - passation de pouvoir entre les présidents

Mardi 19 janvier - Paris

Rencontre publique avec François Hollande

Vendredi 22 janvier - Lorient

Vœux de Cap l'Orient agglomération

Samedi 23 janvier - Lorient

Fête du Nouvel an de la Fédération

Jeudi 28 janvier - Vannes

Secrétariat fédéral et Conseil fédéral

Actualité

Quoi de neuf en 2010 ?

Il n'est pas encore trop tard pour vous exprimer mes meilleurs vœux pour 2010. Une année qui s'annonce difficile sur un plan économique et, souhaitons-le, profitable sur un plan électoral.

Une année qui démarre comme d'habitude par une floraison d'interventions, de visites, d'expressions du grand communicateur Nicolas Sarkozy. Complètement immergé dans sa fureur communicationnelle, il ne s'aperçoit même pas qu'une majorité de Français ne l'écoute même plus et que son image continue à se dégrader dans l'opinion publique. Le dernier sondage le situe à 32% d'opinions favorables et la chute n'est sans doute pas finie.

Contrairement à ce qu'il se passait en début de mandat, tout ce qu'il entreprend ou propose maintenant ne passe plus car, pour bon nombre de nos concitoyens, ce ne sont plus que des mots bien éloignés de leurs préoccupations quotidiennes. Deux facteurs ont sans doute accéléré cette dégringolade. Le premier c'est la politique fiscale qui n'a pas changé malgré la crise. Les plus riches continuent d'avoir en Nicolas Sarkozy un bienveillant protecteur et, comme il est difficile de retirer aux pauvres des avantages qu'ils n'ont jamais eus, ce sont les classes moyennes, avec les chômeurs en augmentation constante, qui font les frais de cette crise économique. Le second est son obsession du tout sécuritaire qui l'amène constamment à proposer des lois dont l'empilement n'a aucune efficacité et qui ne résout rien des problèmes réels que traversent le pays. On peut aussi rajouter l'affaire de son fils Jean qui a irrité très largement les Français, y compris dans son propre électoral.

Il est quand même paradoxal de constater que plus le gouvernement fait voter des lois moins les Français sont satisfaits de leurs applications. L'année 2010 ne devrait pas être épargnée par cet activisme réformateur qui n'a pour seule conséquence que de plonger de plus en plus de nos concitoyens dans la détresse. L'autosatisfaction de Nicolas Sarkozy ne suffit pas pour résoudre les nombreux problèmes posés au pays qui, malgré un bilan désastreux, continue de mettre en œuvre une politique qui nous amène dans le mur.

Le Cormoran

SOMMET DE COPENHAGUE

Après Copenhague, la Bretagne en action

Contrairement à ce qu'a pu affirmer Nicolas Sarkozy lors de ses vœux aux forces économiques, le sommet de Copenhague représente un triple échec : échec d'une ambition à la hauteur des enjeux environnementaux, échec du système de gouvernance internationale proposée par l'ONU, échec des engagements en faveur d'une plus grande solidarité Nord/Sud. Dans ce contexte, les régions doivent poursuivre leurs efforts et réaffirmer leur rôle stratégique dans la mise en place de plans efficaces d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Le pseudo accord de Copenhague s'inscrit bien en retrait du protocole de Kyoto et signifie l'avortement du processus de Bali lancé en 2007. Il n'est en effet pas juridiquement contraignant et n'a été signé que par une minorité de pays, contrairement, là encore, à ce qu'a pu dire le président de la République. Il ne reste qu'un vague consensus sur un chiffre mis en avant par le GIEC depuis plusieurs années - une augmentation maximale des températures de 2°C - et un maigre engagement financier de 10 milliards de dollars par an pour la période 2010-2012 en faveur des pays en développement. On est bien loin de l'estimation du conseil européen qui portait, quelques jours avant Copenhague, à hauteur de 100 milliards par an les besoins des pays pauvres pour lutter contre le changement climatique. En outre, il s'agit d'un financement temporaire et partiellement additionnel (par rapport à l'aide au développement), rendant en cela encore plus difficiles les montages de projets. Au-delà de tout ce qui a pu être justement écrit sur le rôle de la Chine (refus de mécanismes supranationaux de vérification et de sanctions) et des Etats-Unis (pas d'engagements chiffrés), l'échec de Copenhague est aussi celui de l'Union européenne, dont l'impuissance, les déchirements et l'incohérence ont pesé lourd au cours des deux semaines de négociations. En cela, les initiatives solitaires du président français ont

été autant contre-productives qu'une Commission européenne paralysée par les égoïsmes nationaux des droites européennes.

A Copenhague, Jean-Yves Le Drian, accompagné de Christian Guyonvarc'h, a quant à lui porté la voix de



Jean-Yves Le Drian et les membres du Climate Leaders Summit, le 15 décembre 2010.

200 régions européennes, en tant que vice-président européen du réseau nrg4SD. Sa participation au sommet mondial contre le réchauffement climatique lui a permis de rencontrer les représentants des délégations africaine et française et d'échanger avec des leaders régionaux des cinq continents. Il s'agissait de favoriser la reconnaissance du rôle clé des territoires dans la mise en œuvre d'actions concrètes d'atténuation et d'adaptation aux dérèglements climatiques. Dans ce cadre, l'efficacité de la lutte contre le changement climatique repose selon lui sur deux piliers étroitement liés : une refondation du développement régional - à partir des opportunités offertes par la transition vers la "Glaz* économie" - et une mobilisation permanente en faveur de partenariats concrets entre régions du Nord et régions du Sud.

C'est dans cette perspective qu'il a participé au Climate Leaders Summit 2009, présidé par Jean Charest, soutenu par Arnold Schwarzenegger et organisé par le Climate Group. La déclaration adoptée par les participants contient des engage-

ments concrets : planter un milliard d'arbres d'ici à 2015, décarboner le secteur automobile d'ici 2020. Lors de sa rencontre avec Brice Lalonde, ambassadeur français chargé des négociations internationales sur le climat, il a aussi appelé l'État à se mobiliser, dans le cadre des fonds arrêtés par le Conseil européen du 11 décembre, pour consolider le rôle et la visibilité de ClimSAT*. Il s'agit en effet d'un partenaire clé pour le projet porté par la Bretagne en réponse au premier appel à projets de la Commission européenne visant à soutenir des partenariats régionaux Nord/Sud dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Simon Uzenat

Délégué fédéral à l'International

* "Glaz" désigne à la fois le bleu et le vert en breton.

* ClimSAT : Centre international d'expertise climatique basé à Brest, en partenariat avec le PNUD.



Retour sur Copenhague avec Claudine De Brassier

Secrétaire fédérale au Développement durable, Agenda 21 et Environnement

Quelles sont les forces et faiblesses de l'accord de Copenhague ?

Les deux plus gros pollueurs de la planète (USA et Chine) l'ont signé, ainsi que deux puissances émergentes (Inde et Brésil), reconnaissant ainsi la réalité du dérèglement climatique. Mais le statut juridique de cet accord est incertain car signé par seulement 28 chefs d'états. C'est d'ailleurs un texte assez flou qui ne dit pas comment limiter le réchauffement, et prévoit des aides aux pays en voie de développement sans préciser les modalités de financement et d'application.

Quelles leçons en tirer au niveau politique ?

C'est très certainement un échec des négociations entre Etats qui ne sont peut-être pas le bon échelon pour ce genre de sommet. Par contre, la région est un interlocuteur légitime dans ces négociations puisque les décisions qui en résultent doivent avoir une application locale concrète. D'ailleurs, la Région Bretagne a su fédérer et apporter sa contribution, ce qui démontre l'importance de la poursuite de ses actions dans le prochain mandat. En effet, la Région est en première ligne pour mettre en place une politique permettant de réduire les gaz à effet de serre sur son territoire.

Quels sont les prochains grands rendez-vous concernant le climat ?

L'accord de Copenhague a fixé 3 dates : dès janvier 2010, les pays doivent faire parvenir à l'ONU leur taux de réduction de gaz à effet de serre, en juin 2010, à Bonn, une conférence intermédiaire doit permettre à l'Europe d'affirmer sa place par rapport aux USA, en décembre 2010, à Mexico, est actée la reprise officielle des travaux pour lutter contre le changement climatique. Le choix de Mexico est un signal fort pour les pays du sud qui pourront faire entendre la voix de la justice climatique afin que l'écologie ne soit pas un luxe de pays développés.

Le Rappel



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.fr ■ wwanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fedes6@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr